

3. les organisations professionnelles d'employeurs qui sont, dans une branche d'activité déterminée, déclarées représentatives par le Roi, sur avis du Conseil national du Travail.

Sont, en outre, considérées comme organisations représentatives des employeurs, les organisations interprofessionnelles et professionnelles agréées conformément à la loi du 6 mars 1964 portant organisation des classes moyennes qui sont représentatives des chefs d'entreprise de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie et des indépendants exerçant une profession libérale ou une autre profession intellectuelle.

En vue de procéder ensuite, en application de l'article 42 de la loi susmentionnée du 5 décembre 1968, à la nouvelle installation des membres de ces commissions paritaires et sous-commissions paritaires, les organisations intéressées sont invitées, dans le mois qui suit la publication au *Moniteur belge* du présent avis, à faire savoir si elles désirent être représentées, et, le cas échéant, à justifier leur caractère représentatif.

Ces candidatures doivent être adressées à Monsieur l'administrateur général de l'Administration des relations collectives du travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

3. de vakorganisaties van werkgevers die de Koning, op advies van de Nationale Arbeidsraad, als representatief in een bepaalde bedrijfstak erkent.

Worden bovendien als representatieve werkgeversorganisaties aangemerkt de overeenkomstig de wet van 6 maart 1964 tot organisatie van de middenstand erkende nationale interprofessionele organisaties en beroepsorganisaties die representatief zijn voor de ondernemingshoofden uit het ambachtswezen, de kleine en middelgrote handel en de kleine nijverheid en voor de zelfstandigen die een vrij of een ander intellectueel beroep uitoefenen.

Om vervolgens, met toepassing van artikel 42 van de bovenvermelde wet van 5 december 1968, over te gaan tot de nieuwe aanstelling van de leden van deze paritaire comités en paritaire subcomités worden de betrokken organisaties verzocht, binnen de maand volgend op de bekendmaking van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*, mee te delen of zij voor vertegenwoordiging in aanmerking wensen te komen en eventueel van hun representatieve aard te doen blijken.

Deze candidaturen moeten gericht worden aan de heer administrateur-generaal van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Belliardstraat 51, te 1040 Brussel.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2003/12108]

**Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur-ouvrier au tribunal du travail d'Anvers en remplacement de M. Paul Van Eynde**

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du Travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2003/12108]

**Arbeidsgerichten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken als werknemer-arbeider bij de arbeidsrechtbank van Antwerpen ter vervanging van de heer Paul Van Eynde**

De betrokken organisaties worden verzocht de candidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerichten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten worden voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 2003/27126]

**9 JANVIER 2003. — Circulaire relative à la délivrance de permis dans les zones exposées à des inondations et à la lutte contre l'imperméabilisation des espaces**

A Mesdames et Messieurs les bourgmestres et échevins,

Aux Administrations communales,

A Messieurs les Fonctionnaires délégués,

Une fois encore, notre Région a connu de fortes inondations au début de ce mois de janvier 2003. Maisons d'habitations et entreprises subissent des dommages parfois importants.

Les précipitations abondantes tombant sur des sols gorgés d'eau et les débordements de cours d'eau qui s'ensuivent sont encore à l'origine du phénomène.

Je tiens à rappeler qu'il convient de tout mettre en œuvre à tous les niveaux pour limiter l'ampleur des dégâts dus aux inondations, et bien entendu d'abord tout faire pour les prévenir.

Initiatives régionales

Le Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER; <http://sder.wallonie.be>; fiche 17 « Risques naturels et technologiques ») définit une série de mesures dans le but de protéger la population contre les risques naturels. Ces mesures visent notamment à identifier les zones à risques, à en limiter l'urbanisation et à limiter le risque de crue par une gestion des eaux au sein de l'ensemble des bassins hydrographiques. La note d'orientation générale de la politique de l'eau, adoptée le 11 juillet 2002, confirme bien entendu cette orientation, laquelle est d'ailleurs un des termes de référence de la directive européenne 2000/60, et dont le décret de transposition est en cours de préparation.

Le SDER est le document d'orientation générale de la politique territoriale de la Région. Les communes sont tenues de s'en inspirer, et dans tous les cas, doivent motiver leurs décisions lorsqu'elles s'en écartent.

Le SDER prévoit la délimitation de manière objective des zones inondables et des parties de territoire susceptibles d'être inondées sur base d'une analyse et d'enquêtes de terrain.

Le SDER précise que l'urbanisation des terrains exposés à des risques naturels prévisibles sera interdite ou fortement limitée. Les actes et travaux nécessitant un permis seront ainsi interdits ou soumis à des contraintes particulières de protection. En fond de vallée, les occupations du sol susceptibles de jouer de manière occasionnelle le rôle de zone d'inondation seront favorisées.

Par ailleurs, afin de limiter autant que faire se peut le risque de crue, il convient que l'ensemble des actes et travaux projetés dans un bassin hydrographique visent à ralentir le ruissellement de l'eau et à en favoriser l'infiltration.

Par sa décision du 21 novembre 2002, le Gouvernement a entériné la méthodologie de détermination des zones inondables en Région wallonne. La Plate-forme permanente pour la Gestion intégrée de l'eau, mise en place à mon initiative il y a deux ans, a conçu une méthodologie, basée sur l'établissement de la carte de l'aléa « inondation » et de la carte du risque de dommages dus aux inondations.

L'établissement de la 1ère carte se base sur la combinaison de la récurrence de l'inondation et la hauteur de submersion. En fonction des données disponibles, deux méthodes seront appliquées pour déterminer chacun de ces deux éléments de base : la récurrence sera caractérisée par des calculs statistiques et des modèles hydrauliques ou par des observations de terrain; la submersion sera établie par l'utilisation de modèles hydrauliques ou par la méthode des courbes enveloppes.

C'est cette 1ère carte qui correspond au risque décrit par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire (CWATUP), art. 40, 5°.

La 2ème carte sera quant à elle utile pour l'identification des zones à risque de dommages très élevés (carte des « points noirs »), notamment pour l'élaboration des plans de secours.

Toute demande de permis introduite à l'intérieur d'un périmètre repris sur la carte de l'aléa « inondation » devra répondre à des conditions à fixer par le Gouvernement dans un règlement régional d'urbanisme. Ce projet de règlement est actuellement en cours de préparation, et sera soumis à l'approbation du Gouvernement en avril prochain.

Au niveau de la Région wallonne, les premières cartes de l'aléa « inondation » (zones inondables), sont attendues pour fin mars 2003. Leur finalisation est prévue pour la fin 2004.

#### Responsabilités communales

Par la réforme du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) du 18 juillet 2002, le Parlement a confié au Collège des Bourgmestres et Echevins des responsabilités étendues en matière de délivrance des permis d'urbanisme et des permis de lotir, ainsi qu'une plus grande indépendance par rapport au pouvoir de tutelle représenté par le fonctionnaire délégué de la Région.

Les derniers événements m'incitent à insister sur les responsabilités qui vous incombent lorsque votre Collège se prononce sur des demandes d'autorisations (permis d'urbanisme, permis de lotir, permis d'environnement) concernant des terrains exposés à des inondations, quelle qu'en soit la cause : il en va de la sécurité des personnes et de biens, de la salubrité, de l'accès des secours,... La responsabilité de l'autorité qui délivre le permis pourrait le cas échéant être mise en cause.

Outre les options de la politique régionale en matière d'inondations, j'invite tout d'abord les communes concernées à dresser un inventaire cartographique précis des zones qui ont été inondées en ce début janvier 2003, et si elles existent déjà, sur les autres inondations encourues. Cet inventaire sera utile non seulement pour les documents à fournir aux Gouverneurs des Provinces qui relayeront les dossiers en vue d'une reconnaissance comme calamité naturelle, mais aussi pour statuer sur les demandes de permis et prendre des mesures à traduire dans les documents d'urbanisme d'initiative communale tels les plans communaux d'aménagement, les schémas de structure, les règlements communaux d'urbanisme et le document de programmation de mise en œuvre des Zones d'Aménagement Différé. Ces informations aideront également le Gouvernement à dresser les cartes des zones inondables telles que décrites ci-dessus.

Ensuite, je tiens à rappeler le prescrit de l'article 136 du CWATUP qui stipule : « Lorsque les actes, travaux et permis visés aux articles 84, 89 ou 127 se rapportent à des biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation, (...), l'exécution des actes et travaux peut être soit interdite, soit être subordonnée à des conditions particulières de protection des personnes, des biens et de l'environnement. »

Cet article du Code est d'application depuis la réforme du Code de 1997 et son application est indépendante de la mise à disposition des cartes évoquées ci-dessus. Il en résulte donc bien que, sur base des données déjà disponibles aujourd'hui, les Collèges peuvent appliquer les dispositions de l'article 136 du CWATUP. Les cartes, en cours de réalisation, viendront appuyer les décisions à prendre, mais elles n'en constituent pas la base juridiquement nécessaire.

L'ensemble des actes et travaux visés par le CWATUP sont en outre concernés par cet article, et non uniquement la construction de bâtiments.

Pour des biens situés en dehors du tissu déjà bâti mais visés par l'article 136 du CWATUP, je vous invite dès lors à la plus grande rigueur et à conclure à un refus de permis.

Dans les noyaux urbanisés ou lorsqu'il s'agit de modifications à des bâtiments existants, dans la mesure où vous estimez que le projet soumis peut être accepté et qu'il n'engendrera pas de problèmes supplémentaires d'écoulement des eaux en amont et en aval, je vous convie à vérifier s'il est conçu de manière à en limiter les dégâts en cas d'inondation.

Dans les plaines alluviales et le lit majeur des rivières, les actes susceptibles d'aggraver les inondations, notamment les remblais, seront interdits. Par contre, les occupations du sol susceptibles de jouer de manière occasionnelle le rôle de bassin d'inondation seront favorisées.

Enfin, sur tout le territoire wallon, j'invite les autorités communales à s'assurer que les projets qui leur sont soumis répondent aux conditions suivantes :

— adopter des revêtements plus perméables pour les voiries, les aires de parcage et de circulation, pour les espaces publics;

— avoir obtenu l'avis favorable préalable du gestionnaire du cours d'eau concerné;

— le cas échéant, utiliser des techniques compensatoires (par exemple tranchées drainantes, fossés d'infiltration) en vue de pallier les effets négatifs d'une trop grande imperméabilisation des sols;

— privilégier l'installation de tout équipement qui peut ralentir l'écoulement des eaux de pluie ou de ruissellement, sans préjudice aux autres dispositions du Code ou de toute législation environnementale, ainsi que du Code Civil;

— veiller à ne pas construire d'égout en dehors des zones d'égouttage prioritaire;

L'ensemble des lignes de conduite énoncées sont bien entendu également d'application lors de la délivrance de certificats d'urbanisme.

J'insiste sur l'importance d'une motivation étayée et pertinente des décisions qui sont prises, ainsi que des avis rendus notamment au regard des dispositions du CWATUP et du contenu du SDER.

Enfin, je précise que le Règlement Régional d'Urbanisme, en cours de préparation, sur le thème des inondations, déterminera les termes de références à suivre, tant en matière de gestion des zones soumises à l'aléa « inondation » (zones inondables), qu'en matière de gestion des eaux de ruissellement et des équipements à imposer ou à privilégier à cette fin.

Le projet de Règlement Général d'Assainissement des eaux urbaines résiduaires (RGA) que le Gouvernement a, à mon initiative, approuvé en 1ère lecture le 19 décembre dernier, précise déjà la politique régionale en matière d'égouttage séparatif, et ce afin de séparer définitivement les eaux résiduaires des eaux de pluie et de ruissellement. Son article 4 précise que « les projets de travaux d'égouttage, tant de nouveaux égouts que se rapportant à la réhabilitation d'égouts existants, devront privilégier la pose d'égouts séparatifs aux égouts unitaires, sauf exception dûment justifiée par des contraintes techniques insurmontables ».

Même si cette option est d'abord dictée par la préoccupation d'optimiser le fonctionnement des stations d'épuration, elle montre bien que la Région entend que les eaux de pluie et de ruissellement ne soient plus purement et simplement transférées dans les égouts, et ainsi renforcent très rapidement les débits des cours d'eau.

Rôle du fonctionnaire délégué

Messieurs les fonctionnaires délégués sont priés de rendre des avis tant sur les demandes de certificats d'urbanisme que les demandes de permis d'urbanisme ou de lotir, les demandes de permis d'environnement et de permis unique, les avis sur les documents communaux d'aménagement (plans communaux, schémas de structure, règlements communaux) en respectant les principes énoncés plus haut. Ils rempliront ainsi pleinement le rôle qui leur est désormais assigné par le CWATUP, et agiront en tant que conseillers des Collèges.

J'insiste sur la vigilance et la rigueur indispensables dans l'examen de ces dossiers.

Par ailleurs, le traitement des demandes de permis sur base de l'article 127 du Code répondra aux mêmes objectifs.

Enfin, les possibilités de dérogation prévues par les articles 110 à 113 ne seront pas appliquées en zones inondables sauf cas exceptionnel dûment justifié.

Dans la mesure où ces principes ne seraient pas rencontrés, j'invite les différentes autorités publiques à introduire le recours que leur offre la législation. J'examinerai et trancherai de tels recours à la lumière des principes évoqués dans cette note.

Namur, le 9 janvier 2003.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2003/27126]

#### 9. JANUAR 2003 — Rundschreiben über die Erteilung von Genehmigungen in den überschwemmungsgefährdeten Gebieten und über die Bekämpfung der Bodenversiegelung

An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen,

An die Gemeindeverwaltungen,

An die Herren beauftragten Beamten,

Nochmals hat unsere Region Anfang Januar 2003 starke Überschwemmungen erlebt. Dadurch erleiden Wohnhäuser und Unternehmen manchmal erhebliche Schäden.

Ursache dieser Erscheinung sind wieder die ausgiebigen Niederschläge, die auf das mit Wasser durchtränkte Boden fielen, und das daraus folgende Ausufer von Wasserläufen.

Ich möchte daran erinnern, dass auf jeder Ebene alles daranzusetzen ist, um das Ausmass der mit den Überschwemmungen verbundenen Schäden zu beschränken; selbstverständlich muss zuerst alles getan werden, um diese vorzubeugen.

Regionalinitiativen

Im Entwicklungsplan des regionalen Raums (SDER; <http://sder.wallonie.be>; Karte 17 "Natürliche und technologische Risiken") wird eine Serie von Maßnahmen vorgesehen, um die Bevölkerung gegen die natürlichen Risiken zu schützen. Diese Maßnahmen sind insbesondere darauf gerichtet, die Risikogebiete zu identifizieren, ihre städtebauliche Entwicklung zu beschränken und das Hochwasserrisiko durch eine Wasserbewirtschaftung, die alle Wassereinzugsgebieten umfasst, zu beschränken. Das am 11. Juli 2002 angenommene allgemeine Orientierungsdokument für Wasserpolitik bestätigt selbstverständlich diese Orientierung, die übrigens auf einem Grundsatz der europäischen Richtlinie 2000/60, deren Umsetzungsdekret sich in Vorbereitung befindet, beruht.

Der SDER ist das allgemeine Orientierungsdokument für die territoriale Politik der Region. Die Gemeinden sind verpflichtet, sich daran anzulehnen und in allen Fällen ihre Beschlüsse zu begründen, wenn sie davon abweichen.

Im SDER wird eine objektive Abgrenzung der überschwemmungsgefährdeten Gebiete und Teilgebiete, die durch eine Überschwemmung betroffen werden könnten, auf der Grundlage einer Analyse und nach Untersuchungen vor Ort vorgesehen.

Im SDER wird vorgesehen, dass die Urbanisierung der Gelände, die vorhersehbaren natürlichen Risiken ausgesetzt sind, verboten oder stark beschränkt sein wird. So werden Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, nämlich verboten oder besonderen Schutzanforderungen unterworfen sein. In Talgründen werden die Flächennutzungsarten vorgezogen, bei denen das Gebiet gelegentlich als Überschwemmungsgebiet genutzt werden kann.

Zur größtmöglichen Vermeidung des Hochwasserrisikos müssen außerdem alle Handlungen und Arbeiten, die in einem Wassereinzugsgebiet geplant werden, darauf abzielen, den Wasserabfluss zu verlangsamen und die Versickerung zu fördern.

Durch ihren Beschluss vom 21. November 2002 hat die Regierung die Methodologie zur Bestimmung der überschwemmungsgefährdeten Gebiete in der Wallonischen Region gebilligt. Die ständige Plattform für die integrierte Wasserbewirtschaftung, die vor zwei Jahren auf meine Initiative hin eingesetzt wurde, hat eine Methodologie erarbeitet, die auf der Erstellung der Hochwassergefahrenkarte und der Karte der Hochwasserschadenrisiken beruht.

Die Erstellung der ersten Karte basiert auf der Kombination der Überschwemmungshäufigkeit und der Überflutungshöhe. Je nach den verfügbaren Daten werden zwei Methoden angewandt, um jeden dieser beiden Faktoren zu bestimmen: die Häufigkeit wird anhand statistischer Rechnungen, hydraulischer Modelle oder Beobachtungen vor Ort ermittelt; die Überflutung wird durch Verwendung hydraulischer Modelle oder durch die Methode der Hüllkurven ermittelt.

Diese erste Karte entspricht dem Risiko, das in dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP), Artikel 40, 5° beschrieben ist.

Die zweite Karte dient zur Lokalisierung der Gebiete mit hohen Schadenrisiken (Karte der hochgefährdeten Gebiete), und insbesondere zur Erarbeitung der Notpläne.

Jeder Antrag auf eine Genehmigung innerhalb eines Gebiets, das in der Hochwassergefahrenkarte aufgenommen ist, muss bestimmten Anforderungen entsprechen, die von der Regierung in einer regionalen Städtebauordnung festzulegen sind. Dieses Städtebauordnungsprojekt ist zur Zeit in Vorbereitung und wird der Regierung im nächsten April zur Genehmigung unterbreitet.

Auf der Ebene der Wallonischen Region werden die ersten "Hochwassergefahrenkarten" (überschwemmungsgefährdete Gebiete) für Ende März 2003 erwartet. Ihre Endbearbeitung wird für Ende 2004 vorgesehen.

#### Gemeindliche verantwortungen

Durch die Reform des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP) vom 18. Juli 2002 hat das Parlament dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium weitgehende Verantwortungen in Sachen Erteilung der Bau- und Parzellierungsgenehmigungen anvertraut sowie eine größere Unabhängigkeit gegenüber der durch den beauftragten Beamten der Region ausgeübten Aufsichtsmacht gegeben.

Angesichts der jüngsten Ereignisse möchte ich Sie auf die Verantwortung aufmerksam machen, die Ihnen obliegt, wenn Ihr Kollegium über die Genehmigungsanträge (Städtebau-, Parzellierungs-, Umweltgenehmigung) bezüglich Gelände, die aus irgendwelchen Gründen Überschwemmungen ausgesetzt sind, Stellung nimmt: es geht um die Sicherheit der Personen und Güter, die Gesundheit, den Zugang für Notdienste, usw. Die Behörde, die die Genehmigung erteilt, könnte ggf. zur Verantwortung gezogen werden.

Neben den Ausrichtungen der regionalen Politik bezüglich der Überschwemmungen ersuche ich zuerst die betroffenen Gemeinden, eine genaue kartographische Bestandsaufnahme der Gebiete, die Anfang Januar 2003 überschwemmt worden sind, und ggf. der früheren Überschwemmungen aufzustellen. Nicht nur für die Unterlagen, die den Provinzgouverneuren zu übermitteln sind, damit diese die Akten zwecks einer Anerkennung als Naturkatastrophe weiterleiten, sondern auch bei der Stellungnahme über Genehmigungsanträge und bei der Ergreifung von Maßnahmen, die in Städtebaudokumente gemeindlicher Initiative umzusetzen sind, nämlich in kommunale Raumordnungspläne, kommunale Strukturschemas, kommunale Städtebauordnungen und in das Planungsdokument bezüglich der Erschließung der Bauerwartungsgebiete wird diese Bestandsaufnahme hilfreich sein. Diese Informationen werden der Regierung ebenfalls helfen, die Karten der nachstehend beschriebenen überschwemmungsgefährdeten Gebiete zu erstellen.

Außerdem möchte ich an den Wortlaut von Artikel 136 des CWATUP erinnern: «Wenn die in den Artikeln 84, 89 oder 127 genannten Handlungen und Arbeiten oder die in denselben Artikeln erwähnte Genehmigung sich auf Immobiliengüter beziehen, die einem bedeutenden natürlichen Risiko oder einer bedeutenden geotechnischen Belastung ausgesetzt sind, wie z.B. Überschwemmungen (...), so kann die Durchführung dieser Handlungen oder Arbeiten entweder verboten oder besonderen Bedingungen zum Schutz der Personen, Güter und der Umwelt unterworfen werden.»

Dieser Artikel des Gesetzbuches gilt seit der 1997 stattgefundenen Reform des Gesetzbuches und seine Anwendung ist unabhängig von der Zurverfügungstellung der vorerwähnten Karten. Daraus ergibt sich also, dass die Kollegien auf der Grundlage der zur Zeit schon verfügbaren Daten die Bestimmungen des Artikels 136 des CWATUP anwenden können. Die Karten, die zur Zeit erstellt werden, werden die zu fassenden Beschlüsse bekräftigen, sind aber keine notwendige Rechtsgrundlage dafür.

Außerdem sind nicht nur die Konstruktion von Gebäuden sondern alle in dem CWATUP erwähnten Handlungen und Arbeiten durch diesen Artikel betroffen.

Für Güter, die außerhalb der bestehenden Bausubstanz liegen, durch Artikel 136 des CWATUP aber betroffen sind, ersuche ich Sie also, sehr streng zu sein und auf eine Ablehnung der Genehmigung zu schließen.

In den Wohnkernen oder beim Umbau an schon bestehenden Gebäuden ersuche ich Sie, wenn das Projekt Ihrer Ansicht nach angenommen werden kann und keine zusätzlichen Probleme in Verbindung mit dem Wasserabfluss stromauf- und -abwärts verursachen wird, zu überprüfen, ob es so entworfen ist, dass die Schäden bei Überschwemmungen beschränkt werden können.

In den alluvialen Aufschüttungsebenen und in dem Hochwasserbett der Flüsse werden Handlungen, die die Überschwemmungen verschlimmern könnten, (insbesondere Auffüllungen) verboten. Im Gegenteil werden die Flächennutzungsarten, bei denen das Gebiet gelegentlich als Überschwemmungsbecken genutzt werden kann, vorgezogen.

Schließlich ersuche ich die gemeindlichen Behörden auf dem gesamten Wallonischen Gebiet, sich zu vergewissern, dass die ihnen unterbreiteten Projekte die folgenden Bedingungen erfüllen:

- durchlässigere Beläge für die Straßen, Park- und Verkehrsflächen in den öffentlichen Freiräumen wählen;
- das vorherige günstige Gutachten des Verwalters des betroffenen Wasserlaufs erhalten haben;
- ggf. ausgleichende Techniken verwenden, um den negativen Folgen einer zu starken Abdichtung des Bodens entgegenzuwirken (z.B. Drainagegräben, Sickergruben);
- die Anlage jeglicher Ausrüstung begünstigen, die das Abfließen des Regen- oder Oberflächenwassers verlangsamen kann, unbeschadet der sonstigen Bestimmungen des Gesetzbuches oder jeglicher Umweltgesetzgebung sowie des Zivilgesetzbuches;

— dafür sorgen, dass keine Kanalisation außerhalb der vorrangigen Entwässerungsgebiete gebaut wird;

Natürlich gelten alle diese Leitlinien ebenfalls für die Ausstellung von Städtebaubescheinigungen.

Ich möchte noch mal die Wichtigkeit einer gesicherten und relevanten Begründung der getroffenen Beschlüsse sowie der gegebenen Gutachten unterstreichen, insbesondere im Hinblick auf die Bestimmungen des CWATUP und auf den Inhalt des SDER.

Außerdem weise ich darauf hin, dass die regionale Städtebauordnung, die sich zur Zeit in Vorbereitung befindet, zum Thema Überschwemmungen Referenzbestimmungen festlegen wird, sowohl was die Verwaltung der Gebiete, die dem Überschwemmungsrisiko ausgesetzt sind (überschwemmungsgefährdete Gebiete), als auch was den Umgang mit dem Niederschlagswasser und den Ausrüstungen betrifft, die zu diesem Zweck aufzuerlegen bzw. vorzuziehen sind.

Im Projekt der Allgemeinen Regelung über die städtische Abwasserreinigung (RGA), das die Regierung auf meine Initiative hin am 19. Dezember letzten Jahres in erster Lesung genehmigt hat, wird die regionale Politik in Sachen getrennte Entwässerung schon bestimmt, damit das Abwasser von dem Regen- und Oberflächenwasser endgültig getrennt wird. Artikel 4 dieser Regelung lautet: «bei Projekten von Entwässerungsarbeiten, sowohl für neue Kanalisationen als auch für die Sanierung bestehender Kanalisationen muss statt des Baus von Mischkanalisationen der Bau von Trennkanalisationen bevorzugt werden, außer in Ausnahmefällen, die durch unüberwindbare technische Hürden gebührend begründet werden.» Auch wenn sich diese Wahl in erster Linie aus der Sorge ergibt, das Funktionieren der Klärstationen zu optimieren, zeigt sie deutlich, dass es Ziel der Region ist, dass das Regen- und Oberflächenwasser nicht mehr einfach in die Kanalisation eingeleitet wird, was die Abflussmenge der Wasserläufe sehr schnell erhöht.

Rolle des beauftragten Beamten

Wenn sie Gutachten sowohl über die Anträge auf Städtebaubescheinigungen als auch über die Anträge auf Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigungen, über die Anträge auf Umwelt- oder Globalgenehmigungen sowie Gutachten über die kommunalen Raumordnungsdokumente (Raumordnungspläne, Strukturschemas, Städtebauordnungen) abgeben, werden die Herren Beauftragten Beamten ersucht, die vorerwähnten Grundsätze zu beachten. So werden sie die Aufgabe, die ihnen von nun an aufgrund des CWATUP obliegt, voll und ganz erfüllen und die Rolle eines Beraters der Kollegien erfüllen.

Ich möchte noch mal auf die Aufmerksamkeit und die Sorgfalt hinweisen, die bei der Bearbeitung dieser Akte notwendig sind.

Außerdem wird die Bearbeitung der Genehmigungsanträge aufgrund von Artikel 127 des Gesetzbuches auf dieselben Zielen eingehen.

Schließlich werden die in den Artikeln 110 bis 113 vorgesehenen Abweichungsmöglichkeiten in überschwemmungsgefährdeten Gebieten nicht in Anspruch genommen, außer in gebührend begründeten Ausnahmefällen.

Falls diese Grundsätze nicht beachtet werden, ersuche ich die verschiedenen öffentlichen Behörden, den von der Gesetzgebung vorgesehenen Einspruch einzulegen. Ich werden solche Einsprüche aufgrund der in der vorliegenden Notiz dargestellten Grundsätzen untersuchen und darüber entscheiden.

Namur, den 9. Januar 2003

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2003/27126]

**9 JANUARI 2003. — Omzendbrief betreffende de aflevering van vergunningen in de zones die gemakkelijk overstromd kunnen worden en de strijd tegen het ondoorlatend maken van de grond**

Aan de colleges van burgemeester en schepenen,

Aan de gemeentebesturen,

Aan de gemachtigde ambtenaren,

Geachte dames en heren,

Begin januari 2003 werd ons Gewest opnieuw getroffen door zware overstromingen. Woningen en bedrijven hebben soms grote schade ondervonden. De overvloedige neerslag op drassige gronden met als gevolg de rivieren die buiten hun oevers treden hebben weer tot deze toestand geleid.

Hierbij wens ik eraan te herinneren dat alles op alle vlakken in het werk gesteld dient te worden om de omvang van de door de overstromingen aangerichte schade te beperken en eerst en vooral om deze te voorkomen.

Gewestelijke initiatieven

Het "Schéma de Développement de l'Espace régional" (Gewestelijk Ruimtelijk Ontwikkelingsplan; SDER; <http://sder.wallonie.be>; kaart 17 - "Natuur- en technologische gevaren") bepaalt een aantal maatregelen om de bevolking tegen natuurgevaren te beschermen. Het doel van deze maatregelen is de risicozones vast te stellen, de bebouwing daar te beperken en het overstromingsgevaar te verminderen door een waterbeheer binnen de gezamenlijke hydrografische stroomgebieden. In de op 11 juli 2002 aangenomen beleidsnota over het waterbeleid, wordt deze beleidslijn uiteraard bevestigd en zij geldt o.m. als referentie voor de Europese richtlijn 2000/60 waarvoor het decreet tot omzetting hiervan momenteel wordt voorbereid.

Het "SDER" is het beleidsdocument voor het ruimtelijke ordeningsbeleid van het Gewest. De gemeenten dienen ervan uit te gaan en moeten in ieder geval hun beslissingen met redenen omkleeden wanneer ze ervan afwijken.

Op grond van een ontleding en onderzoeken ter plaatse voorziet het "SDER" in de afbakening op objectieve wijze van de overstroombare gebieden en grondgebiedsgedeelten.

In het "SDER" wordt bepaald dat de bebouwing op gronden met voorspelbare natuurgevaren verboden of sterk beperkt zal zijn. De handelingen en werken waarvoor een vergunning vereist is, zullen op deze wijze verboden of onderworpen zijn aan bijzondere verplichtende beschermingsregels. In de valleien zullen de grondbezettingen die af en toe de rol van overstromingszone kunnen vervullen, bevorderd worden.

Om het overstromingsgevaar zoveel mogelijk te beperken is het aangewezen dat alle in een hydrografisch bekken geplande handelingen en werken de afvloeijing van water afremmen en voor de doorsijpeling ervan vergemakkelijken.

Bij haar beslissing van 21 november 2002 heeft de Regering de methodologie bekrachtigd voor de afbakening van de overstroombare gebieden in het Waalse Gewest. Het vaste platform voor geïntegreerd waterbeheer ("P.P.G.I.E. ») die twee jaar geleden op mijn initiatief is opgericht, heeft een methodologie ontwikkeld die berust op het in kaart brengen van risico's op "overstromingen" en van risico's op schade aangericht door overstromingen.

Het opmaken van de eerste kaart berust op de combinatie van de herhaling van de overstroming en de hoogte hiervan. Naar gelang de beschikbare gegevens zullen twee methoden worden toegepast om elk van beide basiselementen te bepalen: de herhaling wordt gekenmerkt door statistische berekeningen en hydraulische modellen of door onderzoeken ter plaatse; het overstromingsniveau wordt vastgesteld door het gebruik van hydraulische modellen of door de methode van de omhullingskrommen.

Deze eerste kaart stemt overeen met het risico zoals omschreven in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium (CWATUP), artikel 40, 5°.

De tweede kaart dient dan weer voor de identificatie van de gebieden met risico's op heel zware schade (kaart met "knelpunten"), in het bijzonder voor de ontwikkeling van hulpplannen.

Voor iedere vergunningsaanvraag die ingediend wordt binnen een oppervlakte opgenomen op de risicokaart, moeten voorwaarden worden vervuld die in een gewestelijk stedenbouwkundig reglement door de Regering worden gesteld.

Dit ontwerp van reglement wordt momenteel voorbereid en wordt in april e.k. aan de Regering ter goedkeuring vorgelegd.

Op het vlak van het Waalse Gewest worden de eerste "risico-kaarten overstromingen" (overstroombare gebieden), voor einde maart 2003 verwacht. De finalisering ervan wordt gepland voor einde 2004.

#### Aansprakelijkheid van de gemeenten

Door de hervorming van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium (CWATUP) van 18 juli 2002 heeft het Parlement het college van burgemeester en schepenen uitgebreide bevoegdheden toegewezen voor de aflevering van stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen. Bovendien werd een grotere onafhankelijkheid verleend aan het college van burgemeester en schepenen ten opzichte van de toezichtsbevoegdheid vertegenwoordigd door de gemachtigde ambtenaar van het Gewest.

De laatste gebeurtenissen hebben mij ertoe aangezet u op uw aansprakelijkheid te wijzen als uw college over vergunningsaanvragen beslist (stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen, milieuvergunningen) voor gronden die overstroomd kunnen worden ongeacht de oorzaak: de veiligheid van personen en goederen, de gezondheid, de toegang voor hulpdiensten staan op het spel. De aansprakelijkheid van de overheid die de vergunning aflevert, zou in voorkomend geval in de zaak betrokken kunnen zijn.

Naast de opties van het gewestelijk beleid inzake overstromingen verzoek ik eerst en vooral de betrokken gemeenten een nauwkeurige cartografische lijst op te stellen van de begin januari 2003 overstroomde gebieden en indien ze reeds bestaan, van de andere overstromingen. Deze lijst zal niet alleen nuttig zijn voor de documenten die verstrekt moeten worden aan de provinciegouverneurs die de dossiers overmaken zodat tot een erkenning als natuurramp kan worden overgegaan, maar ook om te beslissen over de vergunningsaanvragen en om maatregelen te treffen die weergegeven worden in de stedenbouwkundige documenten uitgaande van de gemeente zoals gemeentelijke plannen van aanleg, structuurplannen, gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen en het document voor de programmering van de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat. Deze gegevens zullen de Regering helpen de overstroombare gebieden zoals hierboven omschreven in kaart te brengen.

Vervolgens wens ik te wijzen op het bepaalde van artikel 136 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium: « *Indien de in de artikelen 84, 89 of 127 bedoelde handelingen, werken en vergunningen betrekking hebben op onroerende goederen die onderhevig zijn aan een natuurrisico of aan zware fysische druk zoals overstroming, (...), kan de uitvoering van de handelingen en werken **hetzij verboden worden, hetzij aan bijzondere beveiligingsmaatregelen voor personen, goederen en het milieu onderworpen worden.*** »

Dit artikel van het Wetboek is van toepassing sinds de hervorming van het Wetboek van 1997 en de toepassing ervan hangt niet af van de vraag of bovenvermelde kaarten al dan niet beschikbaar zijn. Het gevolg hiervan is dus dat de colleges, op grond van de momenteel beschikbare gegevens, de bepalingen van artikel 136 van het CWATUP kunnen toepassen. De kaarten die nu opgemaakt worden, steunen de te nemen beslissingen maar ze vormen in geen geval de op rechtskundig vlak noodzakelijke basis ervan.

Bovendien zijn de gezamenlijke handelingen en werken bedoeld in het CWATUP betrokken bij dit artikel en niet alleen het optrekken van gebouwen.

Voor goederen die buiten het bebouwd weefsel gelegen zijn maar die toch in artikel 136 van het CWATUP bedoeld zijn, verzoek ik u streng op te treden en tot een weigering van een vergunning over te gaan.

Binnen de bebouwde kernen of voor wijzigingen in bestaande gebouwen, verzoek ik u, naarmate u van mening bent dat het ontwerp aanvaard kan worden en geen bijkomend probleem in verband met de afvloeiing van water stroomopwaarts en stroomafwaarts tot gevolg heeft, na te gaan of het uitgedacht is zodat de schade die het zou ondervinden in geval van overstroming wordt beperkt.

In de alluviale vlakten en de winterbedden van rivieren zullen de handelingen die overstromingen zwaarder kunnen maken, zoals opgespoten grond, verboden zijn. Daarentegen worden de grondbezettingen die af en toe de rol van overstromingsbekken kunnen vervullen, bevorderd.

Tenslotte wens ik de gemeenteoverheden op het gehele Waalse grondgebied te verzoeken om ervoor te zorgen dat de hen voorgelegde ontwerpen aan volgende voorwaarden voldoen :

— meer waterdoorlatende bekledingen kiezen voor de wegen, parkeerplaatsen en rijbanen, voor de openbare plaatsen;

— het voorafgaand gunstig advies van de beheerder van betrokken waterloop hebben verkregen;

— in voorkomend geval compensatietechnieken gebruiken (zoals ontwateringssleuf, infiltratiesloot) om de negatieve gevolgen van al te zeer waterdoorlatende gronden gedeeltelijk op te lossen;

— de voorrang geven aan de installatie van iedere inrichting ter vermindering van de afvoer van regenwater of afvloeiend water, onverminderd de andere bepalingen van het CWATUP of van iedere milieuwetgeving, alsmede van het Burgerlijk Wetboek;

— ervoor zorgen dat geen riool aangelegd wordt buiten de prioritaire afwateringsgebieden.

Alle geformuleerde richtlijnen zijn uiteraard ook van toepassing op de aflevering van stedenbouwkundige attesten. Ik wens erop te wijzen dat de genomen beslissingen op een uitvoerige en relevante manier met redenen omkleed moeten zijn. Hetzelfde geldt voor de adviezen die o.m. krachtens de bepalingen van het CWATUP en de inhoud van het "SDER" uitgebracht zijn.

Tenslotte wens ik de nadruk erop te leggen dat het gewestelijk stedenbouwkundig reglement dat momenteel uitgewerkt wordt over het onderwerp "overstromingen" de te volgen referentietermen zal bepalen zowel voor het beheer van de gebieden met risico's op "overstromingen" (overstroombare gebieden) als voor het beheer van afvloeiend water en de inrichtingen die daartoe opgelegd dan wel aanbevolen worden.

In het ontwerp van algemeen reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater (RGA) dat door de Regering op mijn initiatief in eerste lezing op 19 december 2002 werd goedgekeurd, wordt het gewestelijk beleid voor een scheidingsriolering om het afvalwater definitief te scheiden van regen- en afvloeiend water reeds uitgestippeld. In artikel 4 ervan wordt bepaald dat de geplande afwateringswerken zowel voor de nieuwe riolen als voor de renovatie van bestaande riolen de voorrang moeten geven aan de aanleg van scheidingsrioleringen eerder dan van eenheidsrioleringen, behalve uitzondering die behoorlijk gegrond is op onoverkomelijke technische beperkingen.

Hoewel deze optie eerst ingegeven wordt door de zorg om de werking van de zuiveringsstations te optimaliseren, wordt de nadruk gelegd op de bedoeling van het Gewest om regenwater en afvloeiend water niet meer louter in de riolen af te voeren met als gevolg de snelle versterking van het debiet van de waterlopen.

Rol van de gemachtigde ambtenaar

De heren gemachtigde ambtenaren worden erom verzocht adviezen uit te brengen zowel over de aanvragen omtrent stedenbouwkundige attesten als over aanvragen omtrent de milieuvergunningen en de globale vergunning, alsmede de adviezen over gemeentelijke documenten in verband met ruimtelijke ordening (gemeentelijke plannen van aanleg, structuurplannen, gemeentelijke reglementen) waarbij de bovenvermelde beginselen in acht worden genomen.

Op die manier zullen ze hun bij het CWATUP toegewezen rol volkomen vervullen en als adviseurs van de colleges optreden.

Ik wijs erop dat de dossiers nauwlettend en zorgvuldig onderzocht moeten worden.

Bovendien zal de behandeling van de vergunningsaanvragen op grond van artikel 127 van het Wetboek dezelfde doelstelling moeten bereiken.

Tenslotte zullen de mogelijkheden tot afwijkingen zoals bepaald in de artikelen 110 tot en met 113, niet in overstroombare gebieden worden toegepast behalve uitzonderlijk behoorlijk gegrond geval.

Indien deze beginselen niet in acht worden genomen, verzoek ik de verschillende overheden het bij de wetgeving mogelijk gemaakte beroep in te stellen. Ik zal niet nalaten zulke beroepen te onderzoeken en hierover te beslissen overeenkomstig de in deze omzendbrief vermelde beginselen.

Namen, 9 januari 2003.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET